

ceux que l'Union soviétique compte au Canada. Ce relevé comparatif pourrait peut-être comprendre aussi deux ou trois autres pays représentatifs, afin de nous donner une idée de la situation. Nous aurons encore l'occasion de prendre part au débat au cours de l'étude des prévisions budgétaires, et je suis content d'avoir pu faire ces quelques remarques.

M. Allmand: Monsieur le président, c'est la première fois que je prends la parole à la Chambre et, si je tiens à le faire en ce moment, c'est que pour moi les affaires internationales et les problèmes connexes de la guerre et de la paix sont des questions très importantes. (*Applaudissements*) C'est mon intérêt pour les affaires internationales qui m'a attiré dans la carrière politique et, si j'ai opté pour le parti auquel j'appartiens, c'est à cause de la grande admiration que m'inspire le premier ministre qui, alors que j'étais encore à l'université, faisait souvent sa large part pour régler ces problèmes.

• (5.10 p.m.)

Enfant, pendant la Deuxième Guerre mondiale, j'étais particulièrement frappé par les atrocités d'une guerre absurde, toute de négation et qui frustrait terriblement tous les hommes. C'est alors, étant très jeune, que j'ai résolu de travailler à la suppression de la guerre et c'est dans ce dessein principalement que je suis entré dans la politique.

Ces dernières semaines, étant chez moi, j'ai discuté certaines questions avec mes commentateurs. Ils parlaient de l'abolition de la peine de mort et je leur expliquais mon attitude personnelle sur la question. Ils m'ont dit: «Si c'est pour ces raisons que vous voteriez pour l'abolition de la peine de mort, vous voteriez aussi pour la suppression de la guerre.» J'ai répondu ceci: «Si je pouvais voter pour la suppression de la guerre à la Chambre des communes du Canada, je le ferais, mais, malheureusement, l'abolition de la guerre exige aussi le consentement de bien d'autres parlements.»

Lorsqu'on a créé les Nations Unies je me suis dit avec enthousiasme: voilà l'Organisation qui saura maintenir la paix dans le monde. Elle a beaucoup fait jusqu'ici, mais elle pourrait faire davantage, à mon sens. Le gouvernement a donné à entendre, surtout dans le discours du trône, qu'il veut prendre de plus amples dispositions dans ce sens. Je tiens à l'en féliciter, sans oublier tout ce qu'il a déjà fait.

L'année dernière, il s'est produit dans le monde deux événements importants qui ont attiré l'attention sur l'ONU et l'œuvre qu'elle

peut accomplir en vue de la paix. L'un a été la visite aux Nations Unies du pape Paul; dégagé de toute politique, il est venu prier les pays du monde de confier de plus en plus les problèmes de guerre et de paix aux Nations Unies et de travailler à la prévention de la guerre.

La même année, une conférence prestigieuse, appelée la Conférence *Pacem in terris*, eut lieu aux États-Unis. Elle a réuni d'éminents savants, philosophes, journalistes, hommes politiques et autres spécialistes du monde entier, pour discuter des problèmes de la guerre et de la paix d'un point de vue objectif et apolitique et essayer de les résoudre. Ces personnes ont su intéresser le grand public à ces problèmes. J'estime qu'aujourd'hui plus que jamais, il est important, il est légitime que le public s'intéresse à ces questions qui, autrefois, relevaient uniquement des hommes politiques et des spécialistes. Il est légitime, dis-je, que le grand public s'intéresse à ces questions à l'heure actuelle, car aujourd'hui les hommes politiques peuvent précipiter des peuples entiers dans une guerre désastreuse pour tous.

Je sais que les jeunes Canadiens s'inquiètent beaucoup de ces choses et qu'ils se demandent souvent s'ils ne sont pas appelés à édifier un Canada et un univers nouveaux et meilleurs simplement pour qu'une guerre insensée les détruise. J'espère que notre gouvernement continuera de faire preuve d'initiative et de courage et qu'il appuiera une politique qui fera des Nations Unies un instrument efficace de paix dans le monde. J'espère qu'on prendra enfin des dispositions pour que toute la Chine soit représentée aux Nations Unies; qu'on prendra des mesures pour doter les Nations Unies d'une force policière permanente et efficace, suffisamment financée; qu'on augmentera les efforts vers le désarmement et qu'on référera un plus grand nombre de différends internationaux à la Cour de justice internationale.

J'ai pris note, plus tôt au cours de la session, monsieur le président, des remarques qu'a faites le député de Sherbrooke quand il a dit quel pourcentage de notre budget était consacré à la défense et à des opérations militaires. Il a signalé que le Canada dépense environ 25 p. 100 de son budget pour la défense et il a ajouté que d'autres pays d'à peu près la même importance y affectaient une moyenne de 15 p. 100. Il a cité des chiffres à cet égard: la France consacre 23 p. 100 de son budget à la défense, la Grande-Bretagne, 27 p. 100 et les États-Unis, 52 p.